

La France reste le pays européen qui attire le plus d'investissements étrangers

Le dernier baromètre publié par le cabinet EY accorde, une fois de plus, la palme du pays européen le plus attractif en matière d'investissements à l'Hexagone.

31 mai 2022

Pour la troisième année de suite, la France a conforté en 2021 sa place de pays le plus attractif en Europe pour les investisseurs étrangers, mais les projets qu'elle attire sont en moyenne de dimension plus réduite, selon le dernier baromètre annuel du cabinet EY publié lundi.

L'Hexagone a enregistré l'an dernier 1 222 extensions de sites ou nouvelles implantations, contre 993 au Royaume-Uni et 841 en Allemagne, loin devant l'Espagne (361), la Turquie (264), la Belgique (245) et l'Italie (207).

Selon EY, la France bénéficie du "*prolongement d'un effet Macron*" de libéralisation du marché du travail et de baisse de la fiscalité des entreprises, quand le Royaume-Uni reste pénalisé par un "*effet Brexit*" et l'Allemagne par un "*effet plein emploi*" qui complique les recrutements. "*La France avait beaucoup subi la pandémie en 2020*", plus que ses concurrents, et "*il y a donc un effet rattrapage, un effet rebond qui est assez important*", a expliqué à l'AFP Marc Lhermitte, responsable du programme attractivité chez EY.

69% d'extensions de sites

Autre particularité française relevée par EY, la France comptait 69 % d'extensions de sites existants contre 23 % outre-Manche et 19 % outre-Rhin, et a donc "*plus de difficultés à attirer des projets greenfield*" (nouveaux). L'agence gouvernementale chargée d'attirer les investisseurs étrangers, Business France, avait de son côté rapporté en mars un nombre record de 1 605 sites nouveaux, repris ou étendus en 2021, dépassant le précédent record d'avant la pandémie, en 2019.

Business France prend aussi en compte les investissements dans l'hôtellerie-restauration, contrairement à EY. Le cabinet de conseil ne calcule pas le montant des capitaux investis, mais le nombre d'emplois prévus : il en dénombre au total 45 000 en France pour les projets annoncés l'an passé, contre 60 000 au Royaume-Uni et 21 000 en Allemagne.



À lire aussi

L'attractivité française en 6 chiffres

Les projets accueillis par la France sont en moyenne plus petits, avec 38 emplois créés, contre 45 en Allemagne et 68 au Royaume-Uni. Dans le secteur manufacturier, la différence est encore plus accentuée avec 33 emplois en moyenne en France, contre 82 en Allemagne et 122 au Royaume-Uni.

Les projets gagnés par la France le sont souvent dans les secteurs concernés par le plan de relance et le plan France 2030, se félicite le directeur général de Business France. " *On les attire parce qu'il y a une vision, les investisseurs savent qu'il y aura un traitement favorable, il y a aussi des aides qui peuvent faire la différence* ", a indiqué à l'AFP Christophe Lecourtier.

Le classement EY a souvent été cité par le gouvernement ces dernières années, notamment lors des réceptions de grand patrons étrangers au château de Versailles baptisées " Choose France " organisées par Emmanuel Macron.

Balance défavorable

Mais d'autres indicateurs soulignent un bilan moins favorable à la France. Selon les derniers chiffres de la Conférence des Nations Unies sur le développement (Cnuced), qui datent de 2020, elle se situe au 18e rang mondial et au sixième rang européen pour le flux d'investissements directs étrangers (IDE), selon la Cnuced (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement). Cette mesure a un périmètre plus large, qui comprend aussi les activités financières, l'immobilier ou les rachats d'unités de production sans création ou extension de site.

Pour toutes les années de 2015 à 2020, les flux d'IDE sortant qui quittent la France sont plus

importants que les flux entrants, selon la CnuCED, ce qui signifie que les entreprises françaises continuent d'investir massivement à l'étranger. Selon le baromètre EY, Londres conserve en 2021 sa place de ville européenne la plus attractive pour les investisseurs, devant Paris, mais l'écart entre les deux métropoles se resserre.

Enfin, la confiance des investisseurs étrangers devrait perdurer cette année, mais la guerre en Ukraine pourrait la freiner. Sur 203 dirigeants d'entreprises à capitaux étrangers interrogés par le cabinet entre le 21 février et le 25 mars, 79 % de ceux ayant répondu avant le 1er mars prévoyaient d'investir en Europe au cours de l'année prochaine, " *une proportion qui tombe à 48% pour celles interrogées après le 1er mars* ", relève EY.



À lire aussi

La France a enregistré un nombre record d'investissements étrangers en 2021

Article écrit par Maddyness, avec AFP.